

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule déchets
4 avenue de la gare
BP 132
48005 Mende Cedex

Mende, le 21/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CHIMIREC MASSIF CENTRAL

20 - 22, Rue de la Draine
ZAE du Causse d'Auge
48000 MENDE

Références : 2022-07-

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement CHIMIREC MASSIF CENTRAL implanté 20 - 22, Rue de la Draine ZAE du Causse d'Auge 48000 MENDE. L'inspection a été annoncée le 21/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Un arrêté préfectoral de modification des conditions d'exploitation a été signé le 05/07/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC MASSIF CENTRAL
- 20 - 22, Rue de la Draine ZAE du Causse d'Auge 48000 MENDE
- Code AIOT dans GUN : 0006605450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD : oui

Le site inspecté est un centre de tri, stockage, regroupement et pré-traitement de déchets dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- tracabilité
- composés organiques volatils (COV)
- incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
REGISTRES	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 2.4.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Principes généraux	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4.1	/	Sans objet
ETUDE SUR LA MAITRISE DES EMISSIONS CANALISEES	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4.2.1	/	Sans objet
INVENTAIRE DES COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4.2.2	/	Sans objet
MATÉRIEL ÉLECTRIQUE	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.4	/	Sans objet
PROTECTION CONTRE LA FOUDRE	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suivi des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43	/	Sans objet
HALL DID	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.1	/	Sans objet
HALL DE TRI ET DECONDITIONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.2	/	Sans objet
DISPOSITIFS DE DÉSENFUMAGE	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.4	/	Sans objet
EVACUATION DU PERSONNEL	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.5	/	Sans objet
CONDITIONS DE STOCKAGE	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.6	/	Sans objet
PERMIS DE FEU	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.7.2	/	Sans objet
MOYENS D'INTERVENTION ET DE MAINTENANCE	Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.8.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas pu présenter plusieurs documents demandés lors de la visite d'inspection. Leur non-présentation constitue des faits susceptibles de suite. L'exploitant les fera parvenir à l'inspection des installations classées dans les délais de 30 jours fixés dans le présent rapport.

Le registre entrées/sorties de déchets ne comporte pas tous les éléments prescrits par l'arrêté préfectoral du 05/07/2021. Un délai est fixé à 30 jours pour la mise en conformité de ce fait susceptible de suites.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : REGISTRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 2.4.2
Thème(s) : Situation administrative, traçabilité
Prescription contrôlée : Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception,- le nom et l'adresse du producteur,- la nature (incluant le code déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) et la quantité du déchet,- les modalités du transport,- l'identité du transporteur ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement,- les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse) éventuels,- la destination finale du déchet. Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement qui précisera : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition,- le nom et l'adresse de l'entreprise de valorisation ou d'élimination destinataire,- la nature (incluant le code déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe 11 de l'article R.541-8 du code de l'environnement) et la quantité du chargement,- l'identité du transporteur ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement,- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541: du code de l'environnement,- les éventuels incidents. Les registres, où sont mentionnées ces données, qui peuvent être sous forme informatique, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Une déclaration trimestrielle de la gestion des déchets est adressée, par l'exploitant, à l'inspection des installations classées.
Constats : Pour les déchets entrants, les résultats des tests ou analyses de réception ne sont pas présents dans le registre ; pour les sorties, les éventuels incidents ne sont pas répertoriés.
Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2021.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-45
Thème(s) : Situation administrative, registre national des déchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant assure le suivi des déchets en renseignant la base "Track déchets".
Observations : Quelques BSD papiers subsistent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Principes généraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les émissions devront être limitées par une captation efficace aux sources et des épurations ayant un bon rendement. En particulier, la zone de tri, déconditionnement est aménagée avec une aire spécifique sous aspiration. Un traitement des rejets canalisés sur charbon actif ou toute autre technique équivalent est mise en place avant le 18 août 2022. L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers, les zones de déchargement et de stockage font l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol des poussières. L'exploitant confine, collecte et traite les émissions de son installation de manière à limiter les émissions diffuses selon les dispositions prévues au d du VI de l'annexe 31 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux MTD applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED. Avant d'effectuer le broyage des déchets, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- contrôle les déchets entrants, dans le cadre de la procédure d'acceptation, prenant en compte les risques de déflagration ;- retire tous les éléments dangereux contenus dans les flux de déchets et les expédie vers une installation autorisée à les recevoir ;- s'assure qu'il dispose d'une attestation de nettoyage des conteneurs pris en charge pour être broyés pour les liquides inflammables de catégorie 1.
Constats : La date du 18 août 2022 fixée pour la mise en service d'un système d'aspiration et traitement des rejets approchant, il est constaté que ce système n'est pas encore présent. L'exploitant déclare qu'un projet est en cours au niveau du groupe Chimirec et qu'un prestataire y est associé. Ce constat ne constitue pas une non-conformité. L'exploitant n'a pas présenté à l'inspection l'attestation de nettoyage délivrée par le centre de traitement mentionnée. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2021.
Observations : L'exploitant déclare procéder à un tri manuel afin de retirer les éléments dangereux avant le broyage, notamment les pots métalliques car susceptibles de contenir des peintures à solvants (présence de COV). L'exploitant fournira à l'inspection la fiche de poste correspondante et faisant mention de la tâche "retirer les éléments dangereux", au besoin en l'adaptant selon les dispositions prévues par la procédure du groupe Chimirec 000_R3_Exploitation en sa version du 11/05/2020 présentée lors de l'inspection, dans un délai de trente jours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ETUDE SUR LA MAITRISE DES EMISSIONS CANALISEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Afin de réduire les émissions atmosphériques de COVT, les systèmes de captation des émissions canalisées sont équipées par une des techniques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- cyclone, permettant la séparation préliminaire des particules grossières de poussière,- filtre en tissu ou filtre à manche, permettant le captage des particules dans les effluents gazeux,- épuration par voie humide, technique de captation des particules notamment contenues dans les effluents gazeux par transfert de masse vers Un solvant liquide, souvent l'eau ou une solution aqueuse,- injection d'eau dans le broyeur, afin d'en humidifier les déchets à broyer. L'exploitant remet sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude, réalisée par Un bureau d'étude spécialisée dans les systèmes de captation des COVt ou en lien avec les préconisations du fabricant d'une de ces techniques, présentant le système retenu à mettre en place au sein de l'installation sur les zones de captage des émissions canalisées. La mise en place du système de captation retenu est réalisée avant le 18 août 2022.Cette étude est adressée au préfet et à l'inspection des installations classées.
Constats : L' étude présentant le système à mettre en place au sein de l'installation sur les zones de captage des émissions canalisées n'a pas été remise à l'Inspection. Elle doit lui être transmise sous 30 jours. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2021.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : INVENTAIRE DES COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise dès la notification du présent arrêté un inventaire des COV présents dans l'installation au niveau des broyeurs via un screening des COV susceptibles de présenter un risque, pour la santé et l'environnement. Cet inventaire est réalisé par un bureau d'étude spécialisé.Ces résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.Cet inventaire est réalisé à chaque modification notable des conditions d'exploitation des installations de broyage après avis de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas présenté d'inventaire des composés organiques volatils réalisé à la suite de la délivrance de l'arrêté préfectoral du 05/07/2021. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2021.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : HALL DID

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Le hall DID est divisé en 3 alvéoles d'entreposage et une zone de stockage ouverte. Chaque alvéole est constituée par des parois coupe-feu 2 heures (REI 120) d'une hauteur de 4,8 m.
Constats : L'aménagement du hall DID respecte les prescriptions.
Observations : L'exploitant transmet les spécifications REI 120 des parois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : HALL DE TRI ET DECONDITIONNEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Ce hall couvert est séparé du reste du bâtiment (hall de stockage et zone de dépotage) par un mur coupe-feu 2 heures (REI 120) (conforme aux règles APSAD R15) dépassant de 1 m en toiture, soit une hauteur de 10,9 m. Le passage d'une partie à l'autre du bâtiment se fait par une porte coulissante elle-même coupe-feu 2 heures EI 120.
Constats : L'aménagement du hall de tri et déconditionnement respecte les prescriptions.
Observations : L'exploitant transmet les documents attestant les caractéristiques des éléments mentionnés à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2021, dans un délai de trente jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : DISPOSITIFS DE DÉSENFUMAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation, la surface utile de l'ensemble des exutoires à commande automatique et manuelle ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface des bâtiments
Constats : L'inspection constate la présence des dispositifs de désenfumage et celle des commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès.
Observations : L'exploitant transmet, dans un délai de trente jours, les informations indiquant que "le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation, la surface utile de l'ensemble des exutoires à commande automatique et manuelle ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface des bâtiments".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : EVACUATION DU PERSONNEL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les parties des installations dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel doivent comporter des moyens d'évacuation rapide de celles-ci. Des issues de secours normalisées sont mises en place pour ne pas avoir plus de 50 m à parcourir pour être en sécurité. Un éclairage de sécurité est installé au-dessus de chaque issue ainsi que dans toutes les circulations de grande longueur (distance supérieure à 15 mètres). Les sorties de secours de l'établissement sont rendues visibles et accessibles en toutes circonstances. Les schémas d'évacuation doivent être rédigés par l'exploitant et affichés en des endroits fréquentés par le personnel. Un exercice d'évacuation a lieu tous les ans.
Constats : Les prescriptions sont respectées. L'exploitant présente aux inspecteurs le test de situation d'urgence pour l'évacuation et le compte rendu de l'exercice du 2 mai 2022.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : CONDITIONS DE STOCKAGE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le Stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus. Les équipements électriques utilisés dans ou à proximité de la capacité de rétention, doivent être conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 sur les installations électriques mises en œuvre dans les installations classées
Constats : Lors de la visite, il est constaté que les produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Ils sont stockés dans des cellules distinctes, identifiées par affichage et pourvues de rétentions. Le site ne présente pas de stockage en sous-sol.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Un contrôle de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. En outre, dans les zones où peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente des atmosphères explosives, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 961010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive et des arrêtés ministériels des 8 juillet 2003 et 28 juillet 2003. Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions de l'alinéa ci-dessus, soit être constituées de matériel de bonne qualité industrielle qui, en service normal n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.
Constats : Le rapport de contrôle des installations électriques n'a pas été présenté lors de l'inspection. Ce constat constitue une non conformité à l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2021.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées. Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes. Les pièces justificatives du respect de l'arrêté ministériel rappelées et précisées ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet de contrôles périodiques conformément à l'arrêté ministériel susvisé, de même qu'après réalisation de travaux ou après impact de foudre dommageable.
Constats : Le rapport de contrôle périodique des installations de protection contre la foudre n'a pas été présenté lors de l'inspection. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2021.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PERMIS DE FEU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu .Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci est à l'arrêt et est débarrassée de toutes poussières. Des visites de contrôle sont effectuées après toute intervention.
Constats : L'exploitant délivre un permis feu préalablement à la réalisation de travaux.
Observations : Une procédure encadrant les travaux nécessitant la délivrance d'un permis feu sera transmise à l'inspection dans un délai de trente jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : MOYENS D'INTERVENTION ET DE MAINTENANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2021, article 7.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation. Ils doivent être repérés et facilement accessibles en permanence.
Constats : L'exploitant fait réaliser un contrôle annuel des RIA et extincteurs par l'entreprise SMLI Mende. Un contrôle était en cours de réalisation par SMLI lors de la visite d'inspection.
Observations : Le contrôle des extincteurs étaient en cours de réalisation par SMLI le jour de la visite. L'exploitant transmettra à l'inspection les rapports de contrôle 2022 dès qu'ils lui auront été remis par le prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet